

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, à "Paris-Match" le 21 mars 2002, sur l'aide au développement, l'"humanisation" de la mondialisation et l'évolution de l'insécurité.

Paris Match En quelques mois, le monde et l'Europe ont vécu deux événements qui sont entrés dans l'histoire: les attentats du 11 septembre 2001 et l'avènement de l'euro le 1er janvier 2002. C'est une immense réflexion qui est engagée. On imagine qu'elle aurait formidablement inspiré le général de Gaulle pour redéfinir la vision et le positionnement de la France dans le monde et en Europe. Alors pourquoi en parlez-vous aussi peu dans cette campagne? La France a-t-elle toujours l'ambition et l'envie de continuer à jouer un grand rôle mondial ?

J.C. Oui le monde change. Et la France doit s'adapter pour faire face à de nouveaux défis. La vie quotidienne des Français dépend aujourd'hui beaucoup plus qu'autrefois de l'environnement international. C'est pourquoi, dans la campagne, j'ai souvent évoqué deux sujets majeurs pour nos compatriotes : l'Europe et la mondialisation.

Et dans le monde, il y a une voix de la France. Une voix que le monde a besoin d'entendre, que je veux porter à Monterrey. Plus de liberté doit s'accompagner de plus de solidarité entre les pays riches et les pays pauvres. Telle est notre responsabilité dans un ordre international marqué par la mondialisation. Telle est notre vision du monde où le marché ne suffit pas à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Elle est différente de celle des Américains.

P.M. "Plus rien ne sera jamais comme avant" après le 11 septembre, a-t-il été dit. Qu'est-ce que cela signifie pour vous?

J.C. Le terrorisme international met en œuvre des moyens modernes et puissants capables de frapper nos sociétés. La première conclusion, c'est que tout doit être fait pour lutter contre ce terrorisme international. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que la France s'associe immédiatement à l'action engagée par les Etats-Unis, effroyablement touchés par les attentats du 11 septembre. Mais au-delà de cet événement tragique et révélateur, et bien que rien ne puisse justifier jamais de tels actes, il faut s'attaquer aux inégalités croissantes entre nos sociétés, aux frustrations que certains conflits exacerbent et rechercher un indispensable dialogue entre les sociétés et les cultures. Le grand enjeu du monde aujourd'hui, c'est bien la paix, la démocratie, la pauvreté, le développement durable de la planète. Tout ceci constitue le bien commun de tous les hommes, un bien qu'il nous appartient de défendre ensemble. C'est notre avenir qui est en jeu.

P.M. Est-ce la raison pour laquelle vous avez décidé de participer, à Monterrey au Mexique, à la conférence internationale sur le financement du développement?

J.C. Oui. Je pense que la mondialisation de l'économie appelle la mondialisation de la solidarité. C'est le message de la France, que je porterai à Monterrey avec force et détermination. Mon ambition est de participer activement à la prise de conscience qu'il est nécessaire de mondialiser la solidarité en même temps que l'économie.

P.M. En parlant du terreau du terrorisme, des inégalités et en voulant expliquer le pourquoi du 11 septembre, n'atténuez-vous pas la condamnation de ce drame?

J.C. Je veux simplement faire comprendre que ces inégalités, ces conflits non réglés, sont porteurs de réactions qui peuvent être des réactions extrémistes. Ils alimentent les frustrations, le

sentiment de révolte de ceux qui n'ont rien. Monterrey est une étape dans ce processus de prise de conscience. Notre défi doit être le suivant: comment arracher à la misère le tiers de la population mondiale qui vit avec moins de deux dollars par jour et par personne? Comment mobiliser les ressources nécessaires pour permettre le développement des pays qui en ont besoin ? Comment humaniser cette mondialisation? Les pauvres doivent avoir aujourd'hui l'espoir de voir leurs revenus et leur niveau de vie s'améliorer.

P.M. Tous les dirigeants mondiaux sont loin d'être de votre avis!

J.C. Je suis tout à fait hostile aux attitudes extrêmes qui consistent soit à tout laisser aller - à considérer que la mondialisation doit se développer sans règles -, soit à l'ignorer, voire la combattre. La mondialisation est la réalité de la vie, de l'évolution. Mais elle marginalise les plus pauvres. Elle doit donc s'accompagner d'une lutte contre la pauvreté. La fatalité du sous-développement n'existe pas. Depuis cinquante ans, un certain nombre de pays ont réussi à s'engager sur la voie du développement. Cependant, aucun pays ne peut y parvenir seul. Ils ont tous besoin d'assistance internationale pour décoller. Il faut convaincre chacun de l'urgence d'un partenariat entre pays riches et pays pauvres pour permettre ce décollage. L'argument selon lequel il ne faut pas augmenter l'aide au développement, retenu, hélas, par de nombreux dirigeants du monde, est tout simplement l'expression d'un égoïsme que nous ne pouvons pas accepter. C'est aussi un calcul à courte vue.

P.M. Mais l'aide française elle-même a baissé. Elle est passée de 0,56% à 0,32%!

J.C. L'aide mondiale a baissé d'environ 20% depuis dix ans. Elle se situe aujourd'hui aux alentours de 50 milliards de dollars. La Banque mondiale estime que, pour éradiquer la misère en 2015, il conviendrait de doubler le niveau de cette aide, à savoir passer de 50 milliards de dollars à 100. Vous me faites remarquer que, dans ce contexte, bien éloigné des objectifs que les pays industrialisés s'étaient fixés - 0,7% du P.N.B. affectés à l'aide publique au développement -, la part de la France a diminué. Je regrette cette réduction et, depuis plus de trois ans, je la dénonce. Il n'en reste pas moins que la France se situe parmi les premiers pays du G8. Il faut faire mieux et plus. La France doit donner l'exemple et augmenter son aide de 50 % en cinq ans, pour viser ensuite l'objectif de 0,7 % en dix ans.

P.M. Qui dit aide, dit règles, contrôle, surveillance... Nous avons vu à Gênes que les Etats et leurs dirigeants étaient contestés par la rue. Quel processus mettre en place pour surveiller l'application de ces règles? Et comment associer les O.n.g. à cette réflexion?

J.C. Ces réactions contre les effets nocifs de la mondialisation, même si certaines de leurs expressions sont condamnables, nous devons les comprendre. Un effort d'explication est nécessaire, mais il suppose d'abord un effort de compréhension. D'où la nécessité d'une coopération étroite avec les O.n.g. qui ont, pour un grand nombre d'entre elles, une expertise, une compétence, une générosité, un enthousiasme qui en font des partenaires tout à fait essentiels.

Mais pour revenir à l'aide publique au développement, celle-ci n'est pas, et de loin, le seul moyen d'action. La plupart des pays qui ont besoin de la solidarité nationale sont des pays qui ont été conduits à s'endetter considérablement. J'ai été le premier chef d'Etat à inscrire à l'ordre du jour d'un sommet du G8, c'était en 1996 à Lyon, le projet de "la mondialisation au bénéfice de tous". C'est là que j'ai engagé l'action qui a conduit à la réduction ou à l'annulation des dettes. Cette action vitale pour ces pays a fini par être mise en œuvre pour les pays les moins avancés. Il faut la poursuivre et ne pas oublier les pays à revenu intermédiaire.

P.M. Il existe une autre possibilité qui est celle de l'ouverture de nos marchés. Comment ouvrir nos marchés à leurs produits agricoles ou industrialisés, sans inquiéter les agriculteurs et les industriels qui seront confrontés à une nouvelle concurrence?

J.C. L'argument avancé par certains à ce sujet est en réalité un mauvais argument: l'Europe est déjà le marché le plus ouvert du monde. L'Union européenne est, de ce point de vue, en avance. Nous avons pris récemment, et en particulier sous l'impulsion de la France, des mesures importantes - accord de Cotonou -, l'Europe a ouvert ses marchés à un grand nombre de pays en développement. Nous l'avons fait de façon plus spectaculaire encore à la dernière conférence de

Doha, en novembre 2001, puisque nous nous sommes engagés à ouvrir, sans aucun droit et sans limite, nos marchés à tous les produits - sauf les armes - en provenance des pays les plus pauvres.

P.M. Vous proposez donc d'aller plus loin?

J.C. Oui, on peut toujours aller plus loin. Vous me parlez de l'agriculture. Vous touchez là un point sensible. 850 millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffrent de la faim dans le monde. Or, les trois quarts des pauvres vivent dans des régions rurales. Ce qui veut dire que les stratégies agricoles des pays concernés doivent viser en priorité les besoins nationaux et non pas les marchés internationaux qui sont, par essence, des marchés spéculatifs.

Par ailleurs, le libre échange ne va pas sans le respect de règles du jeu. Il faut s'assurer du respect des normes sociales, refuser l'exploitation des enfants et le travail forcé... C'est pourquoi la France demande que l'Organisation mondiale du commerce se rapproche beaucoup plus de l'Organisation internationale du travail et prenne en compte ses normes, pour humaniser les échanges internationaux.

Il ne faut pas non plus produire n'importe quoi et il faut appliquer, par exemple aux OGM, le principe de précaution. Enfin tout n'est pas marchandise. Je pense aux biens culturels et au respect de la diversité culturelle. Je pense aussi aux médicaments, notamment contre le SIDA.

P.M. L'aide au financement, l'installation de nouvelles règles, tout cela nécessite beaucoup de moyens. Le contribuable sera invité à participer à cette solidarité internationale. Les impôts ne risquent-ils pas d'augmenter alors que vous promettez de les baisser?

J.C. Je suis persuadé que la reprise de l'effort en matière d'aide publique au développement est parfaitement comprise par l'opinion publique française. En outre, d'autres ressources existent pour financer le développement. Le débat sur ce point est engagé. La France doit y apporter sa contribution. Un certain nombre de propositions intéressantes existent. Il n'y a pas que la taxe Tobin.

P.M. Vous n'y êtes pas favorable...

J.C. Je n'ai jamais dit cela! Il n'y a pas à être favorable ou pas à l'application pure et simple de cette taxe, car elle est impossible, comme son auteur a eu lui-même l'occasion de le rappeler. En revanche, la mondialisation crée par elle-même des richesses considérables: plus de 1 500 milliards de dollars sont échangés chaque jour sur les marchés financiers. Le commerce mondial représente chaque année 7 000 milliards de dollars. Il me semble naturel de vouloir financer la maîtrise de la globalisation par les ressources que celle-ci engendre. Il convient donc de trouver le bon moyen, le moyen acceptable par tous, en discutant toutes les possibilités, y compris un système de taxation internationale.

P.M. Vous pensez qu'il sera possible de convaincre tous vos partenaires?

J.C. Ce sera long et difficile, mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer. C'est même une raison pour commencer tout de suite. Ce combat pour l'humanisation de la mondialisation, je le mène depuis longtemps, et notamment depuis que je suis élu.

Beaucoup passe aussi par un changement d'esprit des organisations internationales. Je le dirai à Monterrey. Elles doivent mieux coordonner leurs actions. Et toutes les organisations internationales, y compris les organisations économiques et financières, devraient reconnaître explicitement qu'elles respectent la Déclaration universelle des droits de l'homme qui est l'expression de nos convictions, de notre idéal commun. De façon à bien marquer qu'au-delà de la gestion des affaires il y a la promotion de cet idéal commun.

De même, pour la sauvegarde de notre environnement. Nous touchons là le cœur du problème du XXI^e siècle. Nous vivons dans un monde où les prélèvements sur la nature dépassent ses capacités de reconstitution. Une révolution écologique s'impose, d'une ampleur comparable à la révolution industrielle que nous avons connue. Nous avons besoin d'une organisation mondiale de l'environnement qui n'existe pas aujourd'hui et qui pourrait exprimer la conscience universelle en matière d'environnement.

P.M. L'ampleur de la mondialisation affole une grande partie du globe. Comment calmer les esprits, mobiliser les Etats et les opinions publiques dans ce combat pour réduire la fracture mondiale?

mondialisation :

J.C. Démocratiser la mondialisation est aujourd'hui nécessaire. Associations davantage non seulement la société civile - les O.n.g., nous les avons déjà évoquées - à la définition de la politique, mais également les pays en voie de développement. Il faut non pas imposer, mais discuter démocratiquement. Sortir d'un monde où l'on s'affronte en permanence. Nous devons nous respecter les uns les autres. Une partie des problèmes que nous connaissons, notamment dans le domaine de l'insécurité, tiennent au fait que l'on a perdu ce sens du respect de l'autre. Si la mondialisation est perçue comme une tentative des uns pour imposer leurs règles aux autres, naturellement elle échouera.

De ce point de vue, les réactions des peuples aux événements du 11 septembre ont révélé des incompréhensions dont les conséquences peuvent être tragiques. Le dialogue des cultures est une nécessité de notre temps. L'humanité doit protéger la diversité de ses cultures. C'est un formidable idéal pour les jeunes du monde entier. Il faudrait l'affirmer dans une convention mondiale, profession de foi dans l'égalité des cultures du monde. Ce serait un bon moyen pour que l'on prenne tous conscience de cette richesse extraordinaire de l'humanité.

Au fil des siècles, la France s'est construite sur des idéaux de solidarité, de démocratie, de progrès qui lui ont permis de se maintenir parmi les premiers pays du monde. Ces trois mots clés, "liberté, égalité et fraternité", c'est aujourd'hui à l'échelle du monde que la France a vocation de les porter et de les faire vivre. La mondialisation a besoin d'une armature morale.

P.M. A Monterrey que direz-vous à George Bush?

J.C. Nous parlerons bien sûr des grands dossiers du monde : le Moyen-Orient, l'Afghanistan, la lutte contre le terrorisme international, et naturellement, ce problème fondamental de la mondialisation. Je voudrais le convaincre, et à travers lui et le peuple américain, que la solidarité internationale est l'une des clés de la démocratie et de l'équilibre du monde, le meilleur moyen d'assurer la sécurité du monde. Le choc du 11 septembre impose aujourd'hui une véritable prise de conscience.

P.M. La France a toujours de la voix, mais elle perd du poids en influence. Les crédits militaires sont en baisse, un malaise profond s'installe dans l'armée. Pourquoi, pendant la cohabitation, ne pas avoir sonné le tocsin ?

J.C. Partout sur la scène internationale, on reconnaît le rôle et la responsabilité de la France. Mais, il est vrai qu'en ce qui concerne les crédits d'équipement de nos armées l'effort est insuffisant. J'ai eu l'occasion de le dire à maintes reprises. Nous sommes à la limite inférieure de ce qui est nécessaire. Nous devons, pour conserver notre rang, notamment en Europe, mais également dans le monde, renforcer les moyens d'équipement de nos armées.

P.M. Cela coûtera cher?

J.C. Il y a un impératif de sécurité extérieure comme de sécurité intérieure. "Nécessité fait loi" et c'est à notre portée.

P.M. Quelle serait la réponse française si le président américain déclençait une action en Irak?

J.C. Je ne fais pas de politique fiction!

P.M. Il s'agit tout de même d'un scénario qui est envisagé dans les prochains mois, voire les prochaines semaines!

J.C. Pour l'instant, le problème dont nous débattons avec les Etats-Unis est celui du Moyen-Orient. Nous avons quelques raisons de penser, après notamment la résolution 1397 des Nations unies, qu'une évolution positive pourrait se manifester et aboutir à une proposition au sommet de Beyrouth le 27 mars prochain. Tout cela permettra peut-être de sortir d'une situation dramatique. Je comprends l'angoisse et l'horreur des citoyens israéliens confrontés à des attaques terroristes inhumaines, comme je comprends le désespoir des Palestiniens, humiliés et traumatisés. Mais il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. La raison commande de restaurer une perspective politique.

P.M. (Un sous-titre de relance séparera cette dernière partie de l'interview) A Evreux un père est mort pour s'être porté au secours de son enfant. Cette tragédie, qui bouleverse la France, accentue encore davantage ce sentiment d'insécurité qui est au cœur de la campagne électorale. Votre commentaire.

J.C. Ce drame a profondément bouleversé tous les Français. J'ai rarement reçu autant de messages d'émotion et d'inquiétude. L'insécurité a pour racine la perte des repères, la banalisation de la violence et le manque de respect des Français les uns envers les autres. Quand on en arrive à un tel niveau de violence, il faut enfin prendre les mesures qui s'imposent pour lui donner un coup d'arrêt. Il s'est instauré trop souvent une culture du laxisme et de l'impunité, c'est contre cela qu'il faut réagir.

P.M. Aujourd'hui, vous critiquez Lionel Jospin pour son laxisme. Nous sortons d'une cohabitation longue de cinq ans. N'aviez-vous vraiment aucune possibilité d'influencer la politique du gouvernement en matière de lutte contre l'insécurité?

J.C. Je vous rappelle que l'insécurité a baissé de 11,5 % sous le Gouvernement Juppé de 1995 à 1997 tandis qu'elle a augmenté de 1997 à 2001 de 16 %. Ce problème relève de la seule responsabilité du Gouvernement. De ce point de vue il est un fait, la gauche et la droite n'ont pas la même vision des choses.

P.M. Vous n'avez jamais fait part de vos remarques au Premier ministre ou lors des conseils des ministres?

J.C. Bien entendu, je n'ai jamais cessé de dénoncer cette dérive. Ceci dit, je vous rappelle que les Français ont voulu, il y a cinq ans, une majorité différente de celle que j'exprimais, eh bien j'ai respecté à la fois nos institutions et leur volonté.

P.M. Au fond, quel est le mieux pour les Français: un président qui respecte les institutions sans les changer ou un président qui les change pour supprimer cette cohabitation, puisque celle-ci empêche de régler les problèmes des Français?

J.C. C'est une fâcheuse habitude! Chaque fois qu'un problème se pose, on n'a qu'une idée: le résoudre en modifiant la Constitution!

P.M. Mais pourquoi pas, la France est le seul pays au monde à connaître cette étrange cohabitation à deux têtes.

J.C. C'est faux, regardez ce qui se passe en Amérique. Très souvent, la majorité qui a élu le président est différente de celle du Congrès.

P.M. Mais ce n'est pas comparable, il s'agit d'un régime présidentiel.

J.C. Plutôt que le régime présidentiel ou le régime parlementaire, je considère que nos institutions sont bien adaptées au génie français et aux besoins de la France. Bien entendu, elles peuvent être plus ou moins efficaces selon les périodes. Je reconnais volontiers que la cohabitation n'est pas un bon système. Si je suis élu, je m'engagerai pleinement pour que les Français me donnent une majorité capable de mettre en œuvre le projet que je leur propose.

P.M. Malgré tout, vous vous dites favorable à un changement du statut du président qui lui permettrait, quand il est mis en cause dans les affaires, de se défendre. Si vous êtes réélu, ce changement de statut interviendra-t-il rapidement? Vous pourriez alors inaugurer votre quinquennat par une visite chez le juge si ce dernier vous demandait de témoigner dans une affaire.

J.C. Je suis favorable à ce changement de statut. Il faut concilier la double exigence de justice et d'indépendance de la fonction présidentielle. Cependant, je ne souhaite pas le faire dans la précipitation, dans l'improvisation dans la polémique. Car il s'agit d'un élément essentiel pour l'avenir de la France: la capacité du chef de l'Etat à assumer ses responsabilités. Il conviendra donc de le faire vite, mais après mûre réflexion et dans la sérénité.

P.M. Vite, c'est-à-dire?

J.C. Cette année.

P.M. Vous êtes-vous senti seul pendant ces cinq ans?

J.C. Non.

P.M. N'avez-vous pas éprouvé une certaine souffrance ?

J.C. Non! La fonction présidentielle est un honneur avec beaucoup de servitude mais aussi de grandes joies.

P.M. Sept ans passés à l'Élysée, ce sont sept de bonheur, de malheur? Avez-vous des regrets?

J.C. J'ai trop de passion et de conviction pour cela.

P.M. Vous êtes un homme d'avenir alors...

J.C. Les Français nous le diront.

P.M. Tous les Français ont remarqué que depuis quelques mois vous avez une formidable alliée: votre femme, Bernadette. Avez-vous conscience de l'aide précieuse qu'elle vous apporte? Etes-vous étonné de son succès?

J.C. Non, je ne suis pas étonné du tout. Elle est mon allié la plus précieuse depuis toujours. Effectivement, elle m'aide beaucoup et je lui en suis très reconnaissant. Il est bon qu'elle puisse exprimer certaines sensibilités qu'elle a acquises dans les contacts qu'elle entretient, notamment par sa qualité d'élue dans une région pauvre et difficile - la Corrèze -, par son action en faveur des gens qui ont besoin d'une aide matérielle ou morale, essentiellement les malades, les enfants, les personnes âgées. Elle a de ce point de vue une expérience et une sensibilité tout à fait exceptionnelle.

P.M. Y a-t-il une vie après la politique et le palais de l'Elysée?

J.C. Sans aucun doute. Dans le service des autres et le dialogue des cultures.

(Source <http://www.2002pourlafrance.net>, le 22 mars 2002)